

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société BRENNTAG SA

Zone d'Activité
07340 Andance

Référence : 20230405-RAP-DAEN0393
Code AIOT : 0006102305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement BRENNTAG SA implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance. L'inspection a été annoncée le 24/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôle des conditions de stockage de produits chimiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SA
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. De par la quantité de produits stockées, il est classé seveso seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dimensionnement adapté des capacités de rétention afférentes aux stockages de produits chimiques,
- Respect des incompatibilités chimiques des produits stockés et mis en rétention,
- Bon état et entretien périodique des dispositifs de rétention,
- Étiquetage des contenants de produits chimiques,
- Disponibilité des fiches de données de sécurité et mis en œuvre des prescriptions inhérentes aux conditions de stockage et d'intervention en cas de dispersion accidentelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit, dans les meilleurs délais ou dans les délais fixés ci-après, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des

installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Lettre de suite	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Lettre de suite	3 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II, IV et VI	Mise en demeure, respect de prescription Lettre de suite préfectorale	6 mois 1 mois
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Lettre de suite	Dès réception de la lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Observation
6	Bassin de confinement	Arrêté préfectoral du 15/01/2007, article 7.7.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle régionale relative aux conditions de stockage des produits chimiques. Elle a révélé des non-conformités importantes du site en matière d'étanchéité des zones susceptibles de recueillir des produits chimiques corrosifs (rétentions, aire de dépotage, zone de manipulation d'acides et bases fortes), mettant en évidence un suivi insuffisant des rétentions. Il est proposé sur ce point, de mettre en demeure l'exploitant de mettre

en place en place sous 6 mois des revêtements étanches et résistants à l'action physico-chimique des produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

Cette visite a également mis en évidence que les risques relatifs aux incompatibilités chimiques sont insuffisamment pris en compte. Quelques étiquetages non conformes au règlement CLP ont également été constatés. Une fiche de données de sécurité d'un produit stocké sur le site n'a pas pu être présentée et doit être transmise rapidement, ainsi que les justificatifs de bon fonctionnement des différents dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'eaux pluviales.

Enfin, la membrane étanche du bassin de rétention des eaux pluviales était éventrée mais a été réparée la semaine suivant l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les produits chimiques utilisés sur le site sont très variés, présentant plusieurs classes de danger au titre du règlement CLP : toxicité aiguë (SGH06), danger pour la santé (SGH08), nocif ou irritant (SGH07), corrosif (SGH05), inflammable (SGH02) et danger pour l'environnement (SGH09) Ils sont répartis sur quatre zones principales : <ul style="list-style-type: none">– une zone solvants pétroliers assimilés à des liquides inflammables (2 aires de dépotage-empotage, 11 cuves aériennes compartimentées de 1 à 30 m³, placées dans deux rétentions, une zone de conditionnement bétonnée et couverte par un auvent) ;– un entrepôt de stockage ;– une zone chimie minérale (une aire de dépotage, 15 cuves aériennes d'une capacité de 18 m³ à 60 m³ dont 4 cuves dédiées aux mélanges, une zone de conditionnement couverte par un auvent, une zone de stockage des produits conditionnés acides et basique extérieure de 1 200 m² environ dite zone M3 et une station de neutralisation) ;– une zone de mélange à façon (un stockage aérien de 8 cuves de 29 à 60 m³ dont 4 à l'extérieur, une aire de dépotage et un bâtiment de conditionnement). L'inspection a consisté en une visite de ces quatre zones. Elle a permis de contrôler par sondage les étiquetages de contenants commerciaux des produits chimiques stockés. Les étiquetages contrôlés étaient lisibles et comportaient la désignation commerciale et l'ensemble de l'étiquetage réglementaire requis (pictogrammes, mentions d'avertissement, de danger et conseils de prudence) à l'exception : <ul style="list-style-type: none">– d'un fût métallique sur armoire dans la zone S3 de l'entrepôt de stockage, référencé 109239 avec l'ancien format de pictogramme (utilisé au plus tard jusqu'en mai 2017). L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de matière première utilisée en tout petite quantité pour faire des mélanges. La FDS du 27 janvier 2011 a pu être retrouvée grâce au code article. Il s'agit d'un hydrocarbure EXXSOL

<p>D100S TIPA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – de 4 GRV d' amino triméthylène Phosphonic Acid ATMP 50 % (code article interne 155193) pour lesquels l'étiquette était en anglais. La FDS de 2022, en français, traduite par Brenntag, a été présentée ; – de GRV d'Arquad (code article interne 138684) pour lequel l'étiquette était aussi uniquement en anglais et pour lequel la FDS n'a pas pu être trouvée ; – d'un bidon de formol trouvé sur la voie publique et apporté par la mairie, avec une étiquette de l'ancien exploitant du site faisant figurer l'ancien format de pictogramme. L'exploitant a indiqué que le produit allait être reconditionné pour pouvoir le transporter jusqu'à une autre implantation Brenntag où le formol est utilisé. <p>Observation n°1 : L'exploitant reprend, sous 1 mois, les étiquetages non conformes des fûts de la zone S3 sans étiquettes, des GRV d' amino triméthylène Phosphonic Acid ATMP 50 %, d'Arquad et du bidon de formol. D'une manière plus générale, il s'assure de la conformité des étiquetages de l'ensemble des contenants commerciaux de produits chimiques stockés sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p> <p>L'annexe II du règlement n°1907/2006 "REACH" a été modifié par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données sécurité (FDS). Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'activité du site est centrée sur l'utilisation de produits considérés comme dangereux au titre du règlement CLP: réception et dépotage de produits dangereux en vrac ou en contenants commerciaux en fonction de la quantité utilisée, mélange et conditionnement de produits dangereux en différents contenants après dilution éventuelle pour lesquels BRENNTAG est le</p>

fournisseur de l'étiquetage et de la fiche de données sécurité (FDS).

Une vérification des FDS a été réalisée par échantillonnage.

L'exploitant dispose d'un outil performant pour retrouver facilement et rapidement ces FDS à l'aide d'un code article. Pour la plupart, celles-ci étaient récentes (postérieures à 2020). Quelques FDS plus anciennes ont été relevées, notamment une de 2011 pour le produit référencé 109239 faisant l'objet du constat précédent ou de 2019 pour le produit Hostapur référencé 136369.

Pour un produit toutefois, intitulé Arquad, la FDS n'a pas pu être trouvée (cf constat précédent).

L'étiquetage du produit, en anglais, indique un pictogramme CLP GHS 07 (point d'exclamation).

Pour ce produit Arquad et pour l'acide triméthylène phosphonique ATMP 50 %, l'exploitant ne connaît pas l'entité légale établie sur le territoire de l'Union Européenne (UE) qui est responsable de l'importation.

Au niveau de la zone solvant, la présence d'absorbant a été vérifiée : un bac d'absorbant est présent à chaque extrémité de l'auvent et un saut au niveau du passage vers la zone S3. La quantité d'absorbant dans le seau paraissait toutefois faible.

Non-conformité n°1 : L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, la FDS du produit intitulé ARQUAD et le nom des entités légales responsables de l'importation pour les produits Arquad et Amino triméthylène Phosphonic Acid ATMP 50 %. Il doit s'assurer de disposer de l'intégralité des FDS des produits présents sur son site et s'assurer que les produits importés d'un pays tiers de l'UE sont enregistrés en vertu des articles 6 à 10 du règlement (CE) n°1907/2006 du 16/12/2008.

Observation n°2 : L'exploitant doit interroger ses fournisseurs de manière à s'assurer qu'il dispose de toutes les versions à jour des FDS des produits qu'il utilise, afin de vérifier que l'utilisation par exploitant est bien couverte par la FDS (rubrique 1.2) et mettre en œuvre les mesures de gestion adaptées, conformément à l'article 37 du règlement REACH.

Observation n°3 : L'exploitant doit s'assurer, dans le même délai, de la présence d'absorbant en quantité suffisante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la

<p>capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les volumes des rétentions et des cuves associées sont listées dans le volume D du POI en vigueur et dans la dernière version de l'étude de dangers en cours d'instruction.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer de la cohérence entre les 2 documents.</p> <p>Le volume des rétentions affiché dans ce document n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.</p> <p>Un ballon obturateur au niveau de l'auvent de conditionnement de l'unité de solvants pétroliers permet de recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentelles. Le dernier justificatif de contrôle de bon fonctionnement de ce ballon a été demandé à l'exploitant. Ce dernier a indiqué que les tests réalisés n'ont pas été formalisés mais qu'il allait solliciter leur prestataire sur cet équipement pour réaliser un diagnostic complet afin d'intégrer le contrôle dans leur programme de maintenance et assurer la traçabilité.</p> <p>De même, les derniers justificatifs de contrôle de bon fonctionnement de l'asservissement au pH de la vanne d'isolement des réseaux d'eau pluviales des stockages extérieurs de récipients mobiles, côté acides et côté bases, ont été demandés. L'exploitant a indiqué être en attente des justificatifs des contrôles réalisés par leur prestataire lors de la mise en service. De plus, il a réalisé un contrôle la semaine suivant l'inspection. La nature du contrôle réalisé, la traçabilité associée et les valeurs de consigne de pH entraînant la fermeture de la vanne ont été demandées à l'exploitant. Ces éléments n'ont pas encore été transmis à la date de finalisation du présent rapport.</p> <p>Observation n°4 : L'exploitant transmet, sous 1 mois, les derniers justificatifs de contrôle de bon fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> – du ballon obturateur au niveau du réseau de l'auvent de conditionnement de l'unité de solvants pétroliers rejoignant le bassin de confinement, – de l'asservissement au pH de la vanne d'isolement des réseaux d'eau pluviales des stockages extérieurs de récipients mobiles, côté acides et côté bases. <p>Non-conformité n°2 : L'exploitant met en place, sous 3 mois, un programme de contrôle périodique de bon fonctionnement de ces dispositifs actifs de rétention</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés

(...) La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

(...)

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

IV. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. (...)

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. »

Constats :

La visite des installations a mis en évidence :

– un mauvais état des rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale et notamment des rétentions référencées M1C et M1D dans l'étude de dangers de juin 2022, pour lesquelles le revêtement béton est tellement attaqué que la surface du sol des rétentions et de la base des massifs sur lesquels sont posés les cuves sont constitués des graviers du béton, la partie entre les graviers ayant disparu. Les cuves de produits dangereux associées à ces rétentions sont les cuves d'EDTA de 25 m³ et d'acide nitrique 58 % de 30 m³ pour l'une et d'acide sulfurique 37 % de 30 m³ et d'acide phosphorique 75 % pour l'autre. Au niveau de la rétention M1F, une fissure est présente à l'angle entre le sol et le mur de la rétention, côté rétention M1C. Aucun des revêtements béton des rétentions n'est revêtu de résine résistant aux acides et bases.



– un très mauvais état de l'aire de dépotage de la zone chimie minérale où des trous de plusieurs centimètres dans le revêtement ont été constatés à plusieurs endroits, entraînant un risque de contamination des sols et eaux souterraines sous-jacentes.



L'étanchéité de ces rétentions aux produits qu'elles pourraient contenir n'est pas garantie.

De plus, le revêtement de la zone de travail au niveau de l'auvent de conditionnement de la zone chimie minérale est également en très mauvais état (trous, résine attaquée, percée). Dans cette zone, les produits provenant des cuves aériennes sont dépotés pour faire des mélanges, principalement dans des GRV. L'exploitant a indiqué que le revêtement avait été refait il y a un an. Manifestement, le revêtement mis en place à cette occasion n'était pas adapté aux produits utilisés sur cette zone car non résistant à l'action physico-chimique des produits utilisés et aux sollicitations de cette zone de travail. L'étanchéité de la zone aux produits manipulés n'est donc pas garantie non plus, entraînant un risque de contamination des sols et eaux souterraines sous-jacentes.



Des fissures ont également été constatées dans l'auvent de conditionnement de la zone des solvants, visuellement d'importance moindre que dans l'auvent de la zone chimie minérale.

Non-conformité n°3 : Au vu de l'ampleur des constats réalisés, il est proposé à monsieur le préfet de l'Ardèche une mise en demeure pour la mise en conformité, sous 6 mois, des revêtements de la zone de chimie minérale, et notamment de :

- l'aire de dépotage de la zone de chimie minérale,
- l'intégralité des rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale,
- la zone de conditionnement sous auvent de la zone de chimie minérale, car leur étanchéité et leur résistance à l'action physico-chimique des produits qu'elles pourraient contenir ne sont pas garanties.

Le programme d'entretien et tout document relatif au contrôle des rétentions des cuves aériennes (côté chimie minérale et solvants) et des aires de dépotage associées (programme de contrôle périodique, résultat de vérification d'état, d'étanchéité...) a été demandé à l'exploitant à la suite de l'inspection. La procédure de maintenance a été fournie. Celle-ci référence d'autres documents qui ont été demandés à l'exploitant mais n'ont pas été fournis avant la finalisation du présent rapport.

Non-conformité n°4 : L'exploitant doit compléter, sous un mois, son programme de contrôle de l'intégralité de ses rétentions et aires de dépotage associées afin que celui-ci permette de s'assurer du bon état des rétentions et de l'absence de produit dans ses rétentions. Il tiendra à disposition de l'inspection des installations classées les éléments de traçabilité associés.

Au niveau de la zone S3, une armoire rétentionnée contenant des produits visqueux est chauffée afin de faciliter leur manipulation. Les inspecteurs ont relevé la présence de produit de couleur marron sur toute la surface de la rétention et des traces de coulures de produits sur les grilles où sont posés les GRV. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la nature du produit contenu dans la rétention et depuis combien de temps il est présent dans la rétention. Il a indiqué que la manipulation de ces produits est extrêmement compliquée du fait de leur viscosité.

Non-conformité n°5 : L'exploitant procède, sous un mois, à la vidange de la rétention de l'armoire chauffée de la zone S3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage

Constats :

Dans la zone adjacente à cette station de neutralisation, située entre la zone de stockages des récipients mobiles et la zone chimie minérale, un stockage d'une trentaine de GRV a été constaté.

L'exploitant a indiqué qu'ils étaient stockés sur cette zone afin de faciliter le travail des opérateurs ; ces produits étant régulièrement utilisés pour les formulations dans la zone chimie minérale à côté. Toutefois, la comptabilité de ces produits entre eux n'a pas été étudiée ni vérifiée par l'exploitant, qui a signalé que la majorité de ces produits étaient des acides.

Le pH des produits étant indiqué dans les FDS, un contrôle par sondage des pH des produits stockés côte à côte sur cette zone a été réalisé et a mis en évidence un produit de pH compris entre 11 et 12 (dissolvine) quand la plupart des autres produits ont des pH inférieurs à 6 (Barquat BAC 50), voire inférieur à 2 (Dequest 2000, PBTC50%).

Au vu des pentes du sol de la zone, le devenir d'un épandage n'était pas évident pour les inspecteurs. L'exploitant a indiqué qu'un écoulement rejoindrait l'auvent de conditionnement de la zone chimie minérale.

L'exploitant a indiqué qu'une réfection de la zone était prévue ainsi que le remplacement de la station de neutralisation par la mise en place d'un nouveau traitement.

D'autre part, les inspecteurs ont constaté devant la station de neutralisation de pH un GRV de lessive de soude à 30,5 % et un GRV d'acide chlorhydrique 30-32 %, incompatibles entre eux, stockés côte à côte, sans rétention dédiée pour l'un ou pour l'autre afin d'éviter leur mélange.



Non-conformité n°6 : L'exploitant s'assure, sans délais, que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention et précise les actions engagées en ce sens. Il précisera également les actions prévues et le calendrier de réfection de la station de neutralisation et de la zone attenante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral, article 7.7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées, en temps normal, lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 1 500 m³.

Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté que le revêtement du bassin de rétention des eaux pluviales est éventré. L'exploitant a indiqué aux inspecteurs que l'incident datait de la semaine précédant l'inspection, lors de l'élagage d'un arbre en limite de propriété (chute du tronc sur le bassin). Il a également été indiqué aux inspecteurs que la réparation était prévue la semaine suivant l'inspection. L'exploitant a transmis le 28 mars les photos les photos de la remise en état effectuée.



Bassin le 17/03 lors de l'inspection



Photo transmise le 28/03

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet